

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 5

Artikel: Des buts et de la nature de l'information au service militaire [fin]
Autor: Schaller, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343423>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des buts et de la nature de l'information au service militaire *(fin)*

Qui importe-t-il d'informer?

Nous-mêmes, je pense, en premier lieu. C'est cet effort de compréhension et d'assimilation que nous accomplissons dans les cours d'information, et dans chacun de nos services où nous sommes là pour apprendre. Il est évident que nous devons être aussi parfaitement renseignés que possible avant de prétendre diffuser une information à la troupe qui nous est subordonnée. C'est notre devoir, et c'est aussi une charge supplémentaire, car, à notre époque, il n'est pas facile de trouver le temps de lire et de se documenter sérieusement sur des questions qui sont parfois sans rapports directs avec notre profession. Lorsque nous avons accompli ce devoir, nous pouvons nous adresser à nos soldats qui, comme nous, sont des gens engagés dans le tourbillon de la vie économique moderne. Quel est donc le public auquel nous nous adresserons? Ce sont les citoyens de 1966.

A notre époque d'évolution continue, permanente, d'envahissement de notre existence, non seulement professionnelle, mais familiale, par les techniques les plus diverses et les plus compliquées, l'homme a parfois perdu l'habitude de penser. Il a les yeux fixés sur l'accroissement de son revenu, sur les indices de production, sur un temps de loisirs qui s'allonge presque chaque année, mais qu'il sait de moins en moins utiliser dans un sens favorable au développement et à l'épanouissement de sa personnalité. Il subit la surchauffe non seulement sur le plan économique, mais dans son comportement intime. Et s'il est vrai que notre monnaie se dévalue à un rythme

accélééré, bien d'autres valeurs risquent encore de se dévaluer en nous. L'homme s'excite et s'agite beaucoup, mais *ne sait plus*, souvent, ou *ne peut plus penser*, réfléchir calmement aux problèmes de la société, de l'Etat, qui paraissent ne pas le concerner dans l'immédiat. Je crois que c'est notre rôle de forcer nos soldats (après nous être forcés nous-mêmes) à songer à des problèmes généraux, telle la défense nationale, problèmes sur lesquels nous sommes cependant régulièrement invités à nous prononcer, par le jeu même du fonctionnement de nos institutions démocratiques. La démocratie est un régime qui ne peut s'appliquer qu'à des gens qui ont conservé, comme les générations qui nous ont précédés, l'habitude de consacrer un peu de temps à penser, dans une relative indépendance d'esprit, à autre chose qu'à la vie quotidienne.

Mais voici que l'homme moderne risque de perdre l'habitude de se fixer un rendez-vous avec lui-même. Ce tête-à-tête finit même rapidement par lui apparaître insupportable. L'homme se fuit et je ne vous apprends rien en vous le disant. Il se fuit dans la radio, le transistor ou la télévision qu'il n'écoute ni ne regarde très attentivement, bien entendu, mais dont il subit les émissions dans la vaste zone de son subconscient. Il se fuit dans les réunions sportives de masse. Il se fuit au moyen de l'automobile. Il se fuit au cinéma, dans les bars. Il refuse tout temps libre. « Jamais le temps libre de l'homme n'a été aussi rare et aussi court que depuis que la science s'acharne à l'économiser. » Chez lui, toute personnalité vraie est parfois menacée. Cette personnalité ne consiste pas à porter tel vêtement ou tel chapeau parce que tout le monde les porte, ce qui témoigne précisément d'un réflexe conditionné, ni à prendre telle attitude bizarre parce que chacun la prend (je songe en particulier à ce subit engouement éprouvé à l'égard de quelques poils fixés à l'antenne d'un véhicule, et que l'on nomme un « scoubidou »). Une personnalité est faite d'une vraie singularité, c'est-à-dire de ce qui, en pleine conscience et en pleine volonté, la différencie des autres. Aujourd'hui, les excentricités ne constituent plus une marque

distinctive, bien au contraire. Envahi par la technique, le foyer — d'ailleurs de plus en plus déserté, même durant les fêtes de Noël et de Nouvel an — n'est plus toujours le refuge où la pensée prend essor et développement dans le calme et l'indépendance d'esprit, parvenant ainsi à se corriger et à se régénérer. Chacun est voué à l'exécution, à l'action mécanique. L'homme risque aujourd'hui d'évoluer de plus en plus sous la pression permanente de groupes qui sont établis, et qui fonctionnent souvent aussi bien pour utiliser la personne humaine que pour la servir. C'est dans une société économiquement riche que le virus du grégarisme est le plus contaminant, et sa menace la plus écrasante.

Ces problèmes doivent naturellement retenir l'attention des chefs que nous sommes, de ceux surtout qui sont en contact direct avec les hommes, puisque le rôle du chef est tout autant, je crois, d'*enseigner* que de *commander*. Enseigner non seulement les recettes de la technique, mais enseigner aussi dans le travail, à propos du travail, la logique du raisonnement, la sérénité du jugement, tout ce qui fait que l'homme reste libre et prééminent dans les obligations même les plus sévères et les plus strictes de l'accomplissement du service militaire.

Tout cela est ce que j'appelle former, et informer nos hommes. C'est les contraindre à se pencher durant une heure ou deux sur les problèmes généraux qui nous concernent tous au premier chef, mais qui n'ont rien à voir avec les préoccupations quotidiennes de la majorité, et qui risquent donc de n'être jamais approfondis par beaucoup, si nous n'avons pas prévu cette activité.

Bien sûr, si Armée et Foyer se charge de vous seconder dans les théories que vous devez formuler, en vous fournissant en tout temps (sur demande) la documentation mise au point, en vous donnant l'occasion d'écouter durant ces cours d'information sur le sujet à traiter, votre action sur le moral, l'état d'esprit, les dispositions de vos hommes ne se limite pas à ce temps infiniment court. Votre action sur l'homme est de tous les instants, comme le précise le chiffre 23 du RS et des DIO.

Ceci en admettant que le devoir de l'officier prenne fin à l'heure du licenciement de la troupe, ce que je ne pense pas.¹

Quel but poursuit notre information ?

Notre action vise non seulement à fournir à l'homme les éléments d'information nécessaires à son jugement, mais, en prolongeant cette mission d'information, à maintenir chez lui un excellent moral, une confiance justifiée dans la valeur de notre dispositif militaire, une conscience très nette des valeurs que nous serions appelés à défendre dans le combat de demain.

Il y a vingt et un ans que la guerre se terminait. Vingt et un ans après 1918, nous étions, en Europe, de nouveau engagés dans la guerre. Il n'était nul besoin, alors, d'être très fin psychologue ou ardent patriote pour convaincre chacun du sens de notre effort militaire, de son utilité, de son urgence surtout, et de la portée du sacrifice que chacun consentait dans la mobilisation générale et semi-permanente de notre armée.

Aujourd'hui, heureusement, nous ne sommes pas en guerre et il apparaît même que cette échéance tragique n'est pas proche. On insiste donc beaucoup, en certains milieux, sur le conflit idéologique très réel, et peut-être irrémédiable, entre Chinois et Soviétiques, qui déplace d'Europe en Asie le point névralgique. On se plaît de même à souligner les excellents rapports qui existent entre l'Allemagne et la France, et qui paraissent nous garantir d'un troisième et nouveau conflit franco-allemand. On relève le caractère dit irréversible de l'intégration européenne qui, disent les optimistes, élimine les risques de guerre entre nations européennes et renforce en même temps le potentiel de défense de l'Occident, chacun comptant beaucoup sur l'autre pour sa propre défense. De là à se tailler une popularité facile en préconisant le ralentis-

¹ Robert de Traz a dit : « L'officier, c'est un homme qui n'est jamais déconsigné ». (Réd.)

sement de notre effort militaire, il n'y a qu'un pas que d'aucuns franchiraient allégrement.

Ce qu'on rappelle et ce qu'on souligne moins souvent, en revanche, c'est qu'il se trouve à nos frontières une grande nation mutilée, coupée en deux zones, et bien décidée à ne pas considérer cette situation comme définitive. C'est aussi qu'il existe en Europe un certain nombre d'Etats qui pourraient bien, dans un sursaut désespéré de leur volonté d'indépendance, accepter volontiers le risque de mettre le monde à feu et à sang si au moins ils pouvaient sortir de l'aventure... une seconde fois déchirés peut-être, mais enfin libres ! Ce qu'on dit moins souvent, c'est encore que, demain, les conditions d'un conflit ne seront pas nécessairement, ni même probablement celles d'hier, et que la volonté de résistance est aujourd'hui un atout considérable dans la guerre que livre tout un peuple — et pas seulement une armée — pour son indépendance. Or, en Suisse, cette volonté de résistance se manifeste essentiellement, aux yeux de l'étranger comme aux nôtres, par notre effort militaire en vue de faire respecter notre neutralité armée. Jusqu'ici, la démonstration a été probante. Notre armée n'est pas inférieure à celles des Etats de dimensions géographiques et de capacité économique comparables, bien au contraire ; certains pays beaucoup plus grands ne seraient pas fâchés de disposer d'un organisme de défense de cette puissance. Voilà ce qu'il convient de conserver à tout prix, en ruinant l'influence que peuvent exercer sur notre population les défaitistes de tout crin, les utopistes et les illusionnistes, les « à-quoi-bon-nous-sommes-trop-faibles » de l'époque du danger nazi.

Ah ! Si nous avions la mémoire moins courte ! Qui, parmi nous, ne se souvient de l'état d'esprit régnant en Suisse il y a dix ans, au moment des événements de Hongrie et des cours spéciaux d'une semaine sur la défense antichar ? Notre tâche était alors certainement plus facile, même si notre souci n'était pas moins grand. Mais, aujourd'hui, un soldat de vingt ans considère ce qui s'est passé lorsqu'il en avait dix comme

un fait d'histoire ancienne, sinon comme un fait de préhistoire. Dans le monde qui est le nôtre, un grand danger peut subitement fondre sur nous en quelques semaines, en quelques jours, alors qu'une préparation militaire sérieuse est une affaire de plusieurs années, voire d'une ou deux générations selon le niveau d'où l'on doit ressurgir. A elle seule, cette disproportion entre *la soudaineté* du risque que nous courons, et le long temps nécessaire à la préparation militaire, oblige tout citoyen honnête, à condition qu'il soit conscient de ces faits, à soutenir sans hésitation notre effort militaire. Et ceci aussi longtemps que les hommes ne vivront pas sur terre comme des brebis dans un enclos, c'est-à-dire, je pense, aussi longtemps que l'homme sera l'homme, et la terre, la terre. De tout cela, il faut rendre conscient le citoyen-soldat, évidemment, et c'est bien là notre tâche, car je crois que c'est principalement au service, en service, que l'on peut remplir cette mission dans la grande majorité des cas.

Par qui convient-il d'informer?

Vous savez que de tout temps, l'autorité militaire a insisté avec force sur le fait que ces entretiens avec la troupe devaient être dirigés par les commandants d'unité eux-mêmes, et non pas par des chefs de service ou des conférenciers officiels d'Armée et Foyer. Il eût été cependant beaucoup plus simple de charger le chef de service, éventuellement secondé d'un conférencier, de passer d'une unité à l'autre et de donner partout sa causerie, deux ou trois fois par jour, toujours sur le même sujet, afin d'instruire chacun. C'eût été beaucoup plus simple, plus rationnel, moins coûteux aussi. L'effort demandé n'aurait pas été trop grand: on a l'habitude d'en fournir d'autres, en manœuvres. C'eût été bien facile, et à coup sûr complètement faux, car l'un des buts essentiels de ces entretiens n'aurait pu être atteint. D'abord, l'activité de cette espèce de commissaire littéraire allant semer la bonne parole d'une unité à l'autre aurait eu quelque chose de souve-

rainement déplaisant. Ensuite, il eût été bien impossible à ce personnage itinérant de convaincre qui que ce soit, s'adressant nécessairement toujours de la même manière et sur le même modèle à un auditoire perpétuellement renouvelé, qui diffère beaucoup d'une région à l'autre, d'une unité à l'autre. De plus, sa méconnaissance des individualités qui forment la compagnie, et de certains éléments qui peuvent exercer sur l'unité une influence considérable, bonne ou mauvaise, mais dont il faut toujours tenir compte, le desservirait beaucoup. Enfin, et c'est ici l'essentiel, loin de grandir l'autorité morale que doit exercer un commandant d'unité sur sa troupe, conformément à l'article 23 du RS, et de consolider la discipline, l'action de ce conférencier de l'extérieur ne ferait que l'affaiblir. Je n'aurais pas ici la sotte prétention de vous apprendre quelque chose que vous savez aussi bien que moi. La qualité d'une compagnie ou d'une batterie, la bonne marche du service, l'esprit d'une troupe, l'atmosphère qui y règne, la force combattive d'une unité dépendent, avant tout, de la discipline, si je comprends ce terme dans son sens le plus large. La discipline ne signifie pas seulement ni même principalement : faire ce qui nous a été commandé, se rassembler à 0700, se rendre ici ou là, porter tube du lm, si l'ordre nous a été donné de le porter. La discipline est une attitude, vous le savez, qui exige de nous tous (car nous sommes tous subordonnés, dans l'armée) une disposition d'esprit nous faisant accepter l'effort de comprendre la volonté et les intentions du Chef, à court et à long terme, afin de conformer aussi pleinement que possible notre action à ces intentions supérieures. De tout temps, on a observé qu'une vraie discipline exigeait de l'homme beaucoup plus qu'une soumission passive, mais une participation au contraire très active à la réalisation des objectifs que le Chef s'est fixés. Ce résultat heureux ne peut être obtenu, évidemment, que si un contact s'établit entre le commandant d'unité et ses hommes, contact qui va bien au-delà des classiques et formels rapports de service. Ce contact ne naît pas spontanément par le fait du commandement, l'attribution

d'une fonction ou le port d'un grade. Il est d'une nature différente, que vous me pardonnerez de ne pas analyser ici, car je ne suis ni psychologue, ni sociologue, ni spécialiste en relations humaines. Ce contact indispensable est largement favorisé par un exposé, suivi d'un échange de vues entre le commandant et ses hommes, sur un sujet essentiel à nos problèmes de défense nationale. Le commandant a là une occasion excellente, et peut-être unique durant le CR ou le Ccplm, d'établir solidement un tel contact avec sa troupe, de raffermir les liens qui l'unissent à elle, de s'affirmer sur un autre plan que celui de la technique, de l'organisation ou de la tactique, sur un plan proprement humain mais qui n'en est pas moins militaire, car rien de ce qui est humain ne doit être étranger à la fonction du commandement militaire.

Comment faut-il informer?

Je dois à la vérité de convenir que l'expérience m'a permis de mesurer la distance qu'il y a parfois entre une conférence donnée à un milieu composé exclusivement d'officiers, au cours de journées d'informations passées en caserne, au sec et au chaud, et les conditions généralement très différentes dans lesquelles l'exposé fait à la troupe doit se dérouler au CR ou au Ccplm. Ici interviennent la nature de l'auditoire; son recrutement géographique et professionnel, ses préoccupations majeures; son intérêt à l'égard des questions (pourtant essentielles) que nous soulevons ici; son niveau culturel; les conséquences d'une certaine fatigue physique à laquelle l'homme moderne est de moins en moins habitué; le milieu ambiant; la marche du service le jour même, ou... la veille (la mémoire militaire ne s'étend jamais sur une très longue période), et bien d'autres conditions encore. De tout cela vous devez, vous, commandants d'unité, tenir largement compte si le but que nous recherchons tous, par ces contacts avec la troupe, doit être effectivement atteint comme il faut qu'il le soit. Ce but n'est pas de faire une causerie, de porter à l'ordre du jour une

théorie après la fin d'un exercice de combat et avant les rétablissements, parce qu'à cette heure-là, on ne saurait que faire. Le but n'est pas de permettre aux hommes de se délasser un moment ou de somnoler doucement. Il s'agit de tout autre chose, nous l'avons vu.

Les statisticiens savent qu'il est plus simple de se lancer dans de savants calculs que de savoir au juste la signification du chiffre que l'on obtient. De même, bien des orateurs (et surtout des auditeurs) savent qu'il est beaucoup plus facile de parler une heure que d'apporter des éléments nouveaux à son auditoire. Ici, pour nous, la difficulté est double : il convient d'abord de posséder la matière que l'on va traiter, et de connaître son sujet aussi parfaitement que possible. C'est là une condition nécessaire, mais non suffisante. Il faut encore une méthode didactique qui permette d'intéresser réellement nos auditeurs, afin qu'ils puissent sans grands efforts tirer les conclusions logiques de l'information que nous leur donnons. Quelle est donc la meilleure méthode de procéder ? Je crois qu'il n'y a en pas, et que vous ne devez pas vous attendre à la publication d'un règlement technique sur le sujet. Nous avons vu que cette méthode devait varier selon l'auditoire. Elle ne sera pas la même d'un chef à l'autre, et variera en fonction de la personnalité de ce commandant, de sa mentalité, de son aptitude à parler en public, de répondre aux objections. Une seule chose est certaine, c'est que tout chef, tout commandant d'unité est apte à cette tâche, pour peu qu'il veuille bien se donner la peine de la remplir.

J'arrive au terme de mon exposé, ayant traité, bien imparfaitement, les différents points proposés dans mon plan. Permettez-moi d'y ajouter quelques réflexions strictement personnelles.

Pour un ancêtre qui, comme moi, a vécu les mobilisations, et se souvient même des années qui ont précédé la guerre, la période actuelle n'est pas sans susciter quelque inquiétude. Il me semble que dans notre pays, deux tendances sont en voie de revêtir une grande importance numérique, face au

problème de l'armée et de la défense nationale. Je pense au parti de ceux qui savent tout et à celui des gens qui ne veulent rien savoir.

Ceux qui savent tout sont les plus nombreux. Parlant dernièrement à Genève, le Colonel Willi relevait que ce dont la Suisse était le plus riche, dans le domaine militaire, c'était de stratèges. Effectivement, nous en comptons au moins 500 000 dans notre pays qui, à tout moment, sont prêts à trancher les problèmes militaires les plus difficiles, les plus complexes, les plus vitaux pour notre avenir. Il y a peu de cafés où ces questions ne sont pas liquidées en quelques phrases, tranchantes comme des couperets, à donner le frisson à tous ceux qui ont conservé l'habitude, bien démodée il est vrai mais tout de même recommandable je crois, de connaître un peu le sujet dont ils traitent. Ce ne sont pas les seules questions militaires qui ont le privilège d'être discutées par chacun. En matière d'économie nationale aussi, la tribu des « N'y a qu'à... » devient innombrable. J'entends par là que chacun a ses remèdes propres à juguler l'inflation, réduire la surchauffe, élever le revenu de tous, réduire la durée du travail, accroître les subventions tout en réduisant les impôts. Invariablement, l'exposé de la méthode commence par ces termes : « Il n'y a qu'à... » faire ceci ou cela. Or, nous sommes tous conscients de vivre à une époque où toute chose se complique à l'extrême. Les données s'entremêlent, s'interpénètrent ; l'interdépendance de tous les facteurs est si étroite, qu'il devient de plus en plus difficile de démêler l'écheveau. Le citoyen éprouvera donc toujours plus de peine à comprendre réellement, à saisir dans leur complexité les problèmes au sujet desquels il devra, malgré tout (et c'est heureux), se prononcer en dernier ressort.

Le domaine militaire n'échappe pas à ces complications, car la guerre totale est le lieu de rencontre de toutes les sciences humaines : de leur parfaite coordination dépend le succès.

En toute démocratie, le citoyen *doit* se faire une opinion personnelle sur les grands problèmes de l'Etat. Un homme

n'est prêt à défendre sa patrie que s'il a préalablement songé à cette hypothèse, s'il s'y est préparé mentalement, s'il en a envisagé l'éventualité. Encore faut-il que les éléments constitutants d'une saine réflexion lui soient fournis. Sur ce plan, je crois que nous avons du retard. A chaque exposé militaire auquel j'assiste, je suis frappé de ce que je ne savais pas, et que j'aurais pourtant dû savoir aussi bien, sinon plus, comme citoyen que comme officier. Nous devons, je crois, fournir un très gros effort dans le domaine de l'information, si nous voulons que cet intérêt manifesté par chacun à l'endroit des problèmes militaires s'exerce à l'avantage de notre pays et renforce notre volonté de défense. Si, en Suisse, tous les commandants d'unité qui fournissent l'effort de se documenter eux-mêmes (ne fût-ce que dans ces cours d'information) voulaient bien se servir ensuite de leurs connaissances non seulement au service, mais au civil, dans leur milieu familial, professionnel, social en général, l'information serait par là même assurée de pénétrer partout dans le pays, pour le plus grand bien de la cause qui nous est chère à tous, et qui est celle de notre patrie. Je crois que les années qui viennent rendront nécessaire cette action de l'officier sur son milieu, afin de permettre au pays de tenir contre ceux qui se réservent la tâche, toujours facile, de nous orienter vers les lignes de plus grande pente. Et tant pis pour la critique, si elle nous prend parfois pour cible. Allons-y, allons-y gaiement, et souvenons-nous que celui qui nage dans le courant avance vite, mais toujours à la descente.

Le second parti se compose de ceux qui ne veulent rien savoir. Ils vaquent à leurs affaires et se désintéressent de la chose publique. Ils accomplissent leur service, sans histoire, à la satisfaction de leur chef. Ils le font comme ils payent leurs impôts: pas plus qu'il ne faut, et pas avant qu'il ne le faille absolument. Le seul élément qui, dans l'impôt, parvient à éveiller leur intérêt, c'est la quotité. Dans le cas de leurs obligations militaires, c'est la durée du service, et peut-être la saison à laquelle ils seront appelés. Mais le « pourquoi » ne

suscite chez eux aucune réflexion. Pourtant, ces concitoyens ne sont pas fermés à toutes réactions émotives ou même passionnelles. S'ils n'ont aucune idée de la composition quelque peu précise d'un groupe ou d'un bataillon, en revanche, ils connaissent fort bien celle de leur équipe de football ou de hockey. C'est cependant leur activité professionnelle qui les absorbe à peu près complètement. Si je ne m'abuse, ce phénomène est beaucoup plus répandu aujourd'hui qu'autrefois, du moins dans la classe moyenne. Il est facile d'en comprendre la raison. Toute entreprise, toute cellule de production, tout commerce et tout bureau est en perpétuelle évolution, en constante ébullition. Tout se transforme et se modifie. Les procès de production sont revus, modifiés, sous l'effet d'installations ou de machines nouvelles. Les cadres de l'entreprise, du plus modeste contremaître à l'administrateur-délégué, et même beaucoup d'ouvriers spécialisés sont soumis à une tension d'esprit continuelle, énervante, épuisante parfois. Sous l'effet d'une législation nouvelle, les complications administratives s'ajoutent à présent aux difficultés nées de la révolution des techniques. Certes, la médaille n'a pas qu'un revers, et le revenu réel de beaucoup est plus élevé qu'on ne pouvait l'imaginer il y a quelques années encore. Mais, précisément, l'utilisation de ce revenu pose elle-même plus de problèmes qu'il ne le semblerait à première vue, en modifiant complètement le style de vie auquel on était traditionnellement et socialement habitué depuis bien des générations peut-être. D'autre part, si la surchauffe a eu pour résultat — assez paradoxal d'ailleurs — d'accroître le temps de loisir d'une bonne partie de la main-d'œuvre, elle a fortement réduit le temps libre des cadres, à tous les échelons. Partout, on est plus souvent préoccupé de détente que de la manière dont il convient de diriger l'Etat. Je suis surpris de constater que pour beaucoup de ces gens très occupés de leurs affaires, de leur revenu et de la façon de le dépenser sans retard, s'intéresser à la chose publique est une attitude qui apparaît quelque peu mesquine, dépassée, vieillie. Bientôt, ce sera considéré comme le signe d'un échec sur le

plan privé. Si vous rappelez à ces personnes les raisons pour lesquelles il convient de conserver une armée forte, prête en tout temps à toute éventualité, ils vous répondront volontiers qu'ils ne s'occupent pas de politique. Cette catégorie de citoyens est surtout dangereuse par son ignorance totale des questions auxquelles un citoyen *doit* s'intéresser. Ne comptez pas sur eux pour chercher dans leur journal, leur revue technique, leur bulletin professionnel les éléments d'une information indispensable sur les problèmes que pose notre défense nationale. Ils ont fait le nécessaire pour ne jamais en entendre parler, et connaissent suffisamment les programmes de radio et de télévision pour ne pas courir le risque d'enclancher l'appareil au moment d'un exposé quelconque sur des questions d'ordre général. Ainsi, cette fraction de la population s'est placée en disponibilité. A la première campagne un peu chaude, elle ira voter sur la base de l'impression qu'elle éprouvera à la vue de quelque affiche, ou à l'audition de quelque slogan.

Par ses contacts, ses exposés suivis de discussion ou par des colloques, le commandant d'unité ne fait pas que donner. Il a là l'occasion de se renseigner lui-même sur l'état d'esprit de sa troupe et donc, en somme, de la population tout entière puisque la troupe n'est que l'émanation de la population. Il y a tout lieu de penser qu'à l'avenir beaucoup plus que par le passé, l'officier, et singulièrement le commandant de troupe, devra tenir compte de l'état d'esprit de la population, du milieu ambiant où il exerce son commandement, non pas pour adapter son comportement à celui du commun, selon l'adage fameux: je suis leur chef, donc je les suis, mais au contraire pour orienter l'état d'esprit, réagir selon les moyens à sa disposition contre une attitude éventuellement dangereuse. Dans un monde, le nôtre, où sous l'influence des techniques, le collectif prend de plus en plus le pas sur l'individuel, par une production de masse, une consommation de masse, une information de masse et une éducation de masse, le but que doit s'assigner tout chef, en régime démocratique, est de sauver

la personne de l'écrasement provoqué par le nombre. Pour atteindre ce but, l'officier doit être renseigné sur l'état d'esprit de sa troupe, sur ce que chacun comprend, admet, ou ne comprend pas et n'admet pas le plus souvent par ignorance. C'est dans la discussion qui suivra les théories d'Armée et Foyer — ou au cours des colloques — que le commandant de troupe sera le mieux renseigné sur cet état d'esprit, et qu'il avisera de la meilleure façon de réagir par la suite afin de favoriser l'affirmation de l'individu, de la personne. Car, pour la guerre à laquelle nous nous préparons, nous avons besoin d'autant de personnalités que de soldats. Le combat, chez nous plus encore qu'ailleurs, étant donné notre système et nos institutions militaires, devra se livrer par une multitude, diverse autant que nombreuse, de combattants intelligents, et non pas de robots. Voilà la raison pour laquelle l'aspect psychologique, intellectuel, moral de tout commandement militaire ne doit plus échapper à aucun responsable. C'est à cette condition seulement que nous pourrons assurer pleinement la formation, au sens le plus large, de soldats conscients de la mission qui leur incombe. Car il faut avoir la conscience de ce que l'on est, d'abord, et de ce que l'on a, ensuite, pour y puiser le courage de se battre et la force de vaincre.

Capitaine François SCHALLER